

**FAITS MARQUANTS DU FPHN-2****MARDI, 8 JUILLET 2014**

Mardi, le Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) s'est adressé au Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN-2) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Cet exposé a été suivi de deux dialogues ministériels sur: « Les mesures à long terme pour rendre irréversible l'éradication de la pauvreté et réduire les inégalités »; et « La coopération internationale au service du développement durable ». Un dialogue multipartite sur « Les partenariats multipartites et les engagements volontaires pour le développement durable – assurer la responsabilisation de tous » s'est déroulé dans la soirée, suivi d'un dialogue ministériel sur la « Préparation du Forum politique de haut niveau à l'après 2015: piloter la mise en œuvre du programme de développement et vérifier les progrès accomplis ».

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

Le Président de l'ECOSOC Martin Sajdik (Autriche) a introduit la session. Oyun Sangaasuren, Ministre de l'environnement et du développement vert de Mongolie et Présidente de l'ANUE, a rapporté la première session de l'ANUE, en soulignant des discussions de haut-niveau sur: les Objectifs de développement durable (ODD) et le programme post-2015, y compris la Consommation et la production durables (CPD); et le commerce illégal de la faune sauvage. Elle a souligné l'adoption d'un Document ministériel final.

DIALOGUE MINISTÉRIEL: « LES MESURES À LONG TERME POUR RENDRE IRREVERSIBLE L'ERADICATION DE LA PAUVRETÉ ET RÉDUIRE LES INÉGALITÉS »

Le Président de l'ECOSOC Sajdik a encouragé les intervenants à réfléchir sur: les tendances de long terme qui ont eu le plus grand impact sur la pauvreté et l'égalité; les stratégies réussies ayant permis de réconcilier les impératifs d'éradication de la pauvreté, de réduction des inégalités, de renforcement de la résilience et de préservation des ressources naturelles; et les politiques pouvant assurer la durabilité des acquis intergénérationnels.

Maria Angela Holguín, Ministre des affaires étrangères de la Colombie, a identifié l'éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités et la modification des schémas de consommation et de production, comme les défis du développement durable. Concernant le programme post-2015, elle a mis en avant le renforcement des capacités dans les pays en situations particulières, en accentuant la qualité de l'éducation et en intégrant la CPD.

Soulignant que les enfants doivent être placés au cœur du programme de développement pour l'après-2015, Sophie Karmasin, Ministre fédérale de la famille et la jeunesse, Autriche, a souligné les actions menées dans son pays, notamment le renforcement des droits des enfants, l'intégration de ses droits dans les processus de planification, et les dialogues politiques sur l'enfance.

Bathabile Dlamini, Ministre du développement social d'Afrique du Sud, a estimé que le droit au développement est essentiel pour bâtir des sociétés plus durables, et a partagé les actions conduites dans son pays pour combattre la pauvreté infantile.

Aida Kurmangaliyeva, Ministre du travail et de la protection sociale des populations, Kazakhstan, a appelé à établir une feuille de route pour éradiquer la pauvreté incluant: l'emploi productif; une société stable portée par une classe moyenne; l'accès aux services, y compris la santé; et le développement rural.

Yong Li, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), a souligné la place centrale d'un développement industriel inclusif et durable dans l'éradication de la pauvreté, au vu de son rôle pour réduire les inégalités et assurer la durabilité environnementale.

Paola Bustamante, Ministre de l'inclusion sociale du Pérou, a mis en exergue les efforts déployés pour fournir des services de base tels que la santé et l'éducation aux femmes et aux jeunes, ainsi que les progrès accomplis en termes de réduction de la pauvreté en augmentant les exportations et en intégrant le secteur privé.

L'intervenant principal Jim Clarken, Directeur exécutif d'Oxfam, a souligné les défis jumeaux que sont la montée des inégalités et le changement climatique vis-à-vis de la réduction de la pauvreté.

Au cours de la discussion, la ZAMBIE a indiqué avoir décidé d'éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2030. Le Grand groupe des ONG a affirmé que le contrôle et l'accès aux ressources naturelles est essentiel à l'éradication de la pauvreté et à la réduction des inégalités. La CHINE a soutenu l'idée de développement industriel inclusif promue par l'ONUDI, ainsi que les politiques sociales inclusives et une protection sociale et sanitaire intégrale.

En conclusion, Holguín a signalé l'importance d'investir dans les infrastructures en zone rurale pour promouvoir le développement durable, et Dlamini a mis en lumière un programme national d'infrastructures économiques visant à améliorer la qualité de vie. Karmasin a mis en exergue l'investissement dans l'enfance. Kurmangaliyeva a proposé la création d'une feuille de route pour l'éradication de la pauvreté.

DIALOGUE MINISTÉRIEL: « LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE »

L'Ambassadeur Ibrahim Dabbashi (Libye), Vice-Président de l'ECOSOC, a ouvert la session en signalant que le Forum de coopération au développement peut contribuer à identifier les caractéristiques d'une architecture globale inclusive pour les dispositions relatives au suivi et à la responsabilisation, et fournir des orientations sur la mise en œuvre du programme post-2015.

Saber Chowdhury, Membre du parlement du Bangladesh, a modéré ce dialogue.

Fulbert Macaire Amoussouga Gero, Ministre des politiques relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et au développement durable, Bénin, a souligné que la coopération doit être inclusive, fondée sur une vision commune, mutuellement profitable et éviter la relation donateur-récepteur.

Borge Brende, Ministre des affaires étrangères de la Norvège, a salué les accomplissements dans la santé et l'éradication de la pauvreté. Il a plaidé pour que les ODD traitent le changement climatique, la perte de biodiversité, l'eau et les services sanitaires, l'éducation, la santé et les énergies renouvelables, et a noté le besoin de financements pour atteindre ces objectifs.

Han Seung-soo, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe et la ressource en eau, a recommandé un ODD spécifique à la ressource en eau avec trois priorités: l'accès universel à des

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, et Catherine Wahlén, Ph.D. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNU), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT présente au FPHN-2 peut être contactée par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>

<http://enb.iisd.mobi/>

services sanitaires durables et à l'eau potable; le renforcement de la gestion des eaux usées; et l'amélioration de la gestion intégrée des ressources en eau.

Décrivant les 18 prochains mois comme une étape cruciale des négociations globales pour l'avenir de la planète, Jeffrey Sachs, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur les OMD, a mis en exergue cinq éléments fondamentaux: les ODD; un accord intégral sur le climat; les moyens de mise en œuvre; les données, le suivi et la mise à jour; et la gouvernance et la responsabilité.

Hiroshi Imanaga, Maire adjoint de Kitakyushu, Japon, a affirmé que les autorités locales peuvent contribuer à la durabilité des villes à travers une coopération et des partenariats inter-cités.

Ce dialogue comptait deux intervenants principaux. Pekka Haavisto, Ministre du développement international, Finlande, a souligné la taxation comme source de financement, y compris le rôle de l'abondement des fonds récoltés. Emilia Pires, Ministre des finances du Timor-Leste, a appelé à plus de confiance et à une utilisation plus efficace des ressources.

Le CHILI s'est demandé si la décarbonisation peut avoir lieu malgré le rôle croissant du charbon dans le mix énergétique. Chowdhury a résumé les discussions, en notant le rôle important des partenariats dans le nouvel accord global.

DIALOGUE MULTIPARTITE: « LES PARTENARIATS MULTIPARTITES ET LES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE – ASSURER LA RESPONSABILISATION DE TOUS »

L'Ambassadrice Maria Emma Mejía Vélez (Colombie), Vice-Président de l'ECOSOC, a présidé cette session. Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population, a appelé à des partenariats transparents et responsables, et a instamment demandé la création de partenariats stratégiques incluant le secteur privé pour la mobilisation de ressources.

Juan Carlos Lastiri Quirós, Ministre du développement social du Mexique, a évoqué des contrats passés avec la société civile visant à réaliser les OMD.

Dagfinn Høybråten, Président du Conseil d'administration de l'Alliance GAVI, a partagé les leçons tirées de la stimulation des avantages comparatifs des partenaires; de la création de partenariats et mécanismes novateurs pour mobiliser des ressources; et des partenariats pour assurer un changement durable.

Danny Srikanandarajah, de l'Alliance mondiale CIVICUS pour la participation citoyenne, a instamment plaidé pour la création d'un ensemble clair, juste et transparent de normes et de pratiques régissant les partenariats avec les parties prenantes afin d'améliorer leur crédibilité; et a attiré l'attention sur les innovations de la société civile qui pourraient promouvoir la responsabilisation dans le programme post-2015.

Petra Bayr, Membre du parlement d'Autriche, a souligné le besoin d'un cadre solide pour que le secteur privé puisse jouer un rôle défini dans la réalisation du programme post-2015, au-delà des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des standards de base recommandés, comprenant des réglementations dans l'intérêt des peuples plutôt que dans celui des entreprises multinationales, ainsi que des règles contraignantes de droit international.

Ce dialogue comptait trois intervenants principaux. Gunnar Bragi Sveinsson, Ministre des affaires étrangères de l'Islande, a déclaré que l'expérience de l'Islande montre que les partenariats doivent être inclusifs, progressifs et dynamiques pour être réussis. L'Ambassadeur Pio Wennubst (Suisse) a indiqué que les partenariats devraient rassembler les connaissances de multiples acteurs; éviter les effets de cloisonnement qui empêchent de profiter pleinement de leur potentiel; et être innovants et visionnaires. Myrna Cunningham, ancienne Présidente du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, s'exprimant également au nom du Grand groupe des PEUPLES AUTOCHTONES, a souligné les prérequis pour établir la confiance dans les partenariats avec les peuples autochtones, dont: sécuriser les droits des peuples autochtones sur les terres et les ressources naturelles; et prendre des mesures suivant une approche guidée par les droits de l'homme. Elle a recommandé d'inclure une section spécifique sur les peuples autochtones dans le Rapport sur les OMD.

Au cours de la discussion, les participants ont appelé à une approche inclusive et ascendante des partenariats, une approche consciente et transparente pour inclure les groupes marginalisés, un accent sur les libertés individuelles, et une utilisation effective des réseaux sociaux. Le CANADA, signalant son engagement envers l'inclusion de la société civile, a appelé à accorder plus d'espace à la société civile pour exercer son influence sur les politiques au niveau national.

En conclusion, le Modérateur Osotimehin a souligné le besoin de transparence, de responsabilité et de capitaliser les points forts des parties prenantes.

DIALOGUE MINISTÉRIEL: « PRÉPARATION DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU A L'APRÈS 2015 : PILOTER LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET VÉRIFIER LES PROGRÈS ACCOMPLIS »

Lançant le dialogue, le Président de l'ECOSOC Sajdik a souligné le besoin de se focaliser sur l'action et la mise en œuvre. Le Modérateur Thomas Gass, Division des affaires économiques et sociales des Nations Unies, a demandé aux participants d'aborder les façons dont le FPHN peut vérifier la mise en œuvre et les progrès accomplis dans la réalisation des ODD; et promouvoir l'intégration des trois dimensions du développement durable.

Rémi Allah Kouadio, Ministre de l'environnement, des villes durables et du développement durable de Côte d'Ivoire, a décrit les efforts nationaux déployés pour mettre en œuvre le développement durable, et a souligné l'importance de la technologie, des ressources financières, des partenariats et des approches régionales.

Appelant le FPHN à apprendre de l'expérience des autres organisations, Attila Korödi, Ministre de l'environnement et du changement climatique de la Roumanie, a estimé que le Forum pourrait servir de lieu de responsabilité et fournir la direction politique pour assurer la cohérence entre les diverses organisations.

Shinji Inoue, Vice-Ministre de l'environnement du Japon, a noté le besoin de promouvoir le développement durable aux niveaux individuel et international pour réaliser le programme de développement pour l'après-2015, les parties prenantes devant s'intégrer dans le processus en dehors de la dichotomie pays en développement/pays développés.

Joseph Moser, Secrétaire général de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle, a décrit le rôle que remplissent les institutions de contrôle en générant une responsabilisation aux niveaux national et international, et notamment le rôle potentiel qu'elles peuvent jouer dans les mécanismes de vérification des ODD.

L'intervenant principal Erik Solheim, Président du Comité d'aide au développement de l'Organisation pour la coopération et de le développement économiques, a déclaré que le FPHN devrait être un forum qui « fouille » dans les cas de réussites des gouvernements, de la société civile et des entreprises, en soulignant l'existence de cas réussis inconnus. Il a également recommandé d'établir un apprentissage paritaire et de mettre l'accent sur les coalitions pour agir.

Signalant la situation particulière des Pays les moins avancés, le BENIN a appelé à la mobilisation d'expertise et de ressources pour atteindre les résultats post-2015. La CHINE a souligné le rôle du FPHN dans: le suivi et l'évaluation des progrès accomplis; la cohérence au sein du système des Nations Unies; et la communication des meilleures pratiques. Le CANADA a appelé à un cadre de responsabilisation solide et à un secrétariat robuste pour soutenir le FPHN. Le Grand groupe des FEMMES a noté le besoin d'un changement transformateur et a appelé à mettre un terme aux multiples formes de discrimination. La SUISSE a soutenu un mécanisme de vérification solide et inclusif pour encourager la reproduction des bonnes pratiques. Le Grand groupe des ONG a appelé à un secrétariat et un bureau pour permettre au FPHN de remplir pleinement ses fonctions.

Lors des déclarations de clôture, Kouadio, soutenu par Solheim, a instamment demandé une forte volonté politique pour garantir que le FPHN conduise effectivement au développement durable. Inoue a souligné l'importance des mécanismes de suivi avec des contributions d'un large éventail de parties prenantes. Le Président Sajdik a ensuite conclu les débats.

DANS LES COULOIRS

Le FPHN peut-il adopter des décisions? D'après quelques délégués chevronnés, telle pourrait être l'une des questions qui empêchent d'avancer sur la Déclaration ministérielle qui est en cours de négociation informelle parallèlement au FPHN. Apparemment, le G-77 et la Chine voudraient qu'une décision soit adoptée concernant le Rapport mondial sur le développement durable. De fait, leur déclaration d'hier faisait allusion à un projet de décision qu'ils auraient soumis au Forum, qui proposerait d'inclure à l'ordre du jour de la prochaine session des délibérations relatives au rapport. D'autres délégations se sont montrées hostiles à cette idée, et la session informelle a dispersé les délégués, partis consulter avec leurs Missions. Il est donc possible que la Déclaration, dont on attend l'adoption par le FPHN mercredi à sa séance de clôture, indique si oui ou non le FPHN négociera à l'avenir autre chose que des déclarations ministérielles.

COMPTE-RENDU ET ANALYSE DU BNT: Le compte-rendu et l'analyse de la réunion du FPHN sera disponible dans le Bulletin des négociations de la terre samedi 12 juillet 2014, sur: <http://www.iisd.ca/hlpf/hlpf2/>